

The Impact of Economic Selection Policy on Labour Market Outcomes for Degree-Qualified Migrants in Canada and Australia

by Lesleyanne Hawthorne

Résumé

Le Canada et l'Australie sont des références mondiales en matière de développement national soutenu par des programmes d'immigration économique, familiale et humanitaire planifiés et administrés par l'État. En 2005, l'Australie comptait la plus forte proportion au monde de citoyens nés à l'étranger (24,6 p. 100 de la population), devant le Canada (19,2 p. 100) et les États-Unis (11,7 p. 100). Depuis 10 ans, les deux pays privilégient le recrutement d'immigrants qualifiés (environ 60 p. 100 des immigrants, dont une grande majorité sont diplômés). Dès 2001, cette stratégie avait transformé des secteurs clés (ingénierie, technologies de l'information, architecture/bâtiment), où les immigrants représentaient environ la moitié des travailleurs qualifiés. Vu l'ampleur du phénomène et la demande internationale de travailleurs qualifiés, la situation d'emploi des immigrants économiques est devenue un enjeu politique majeur.

Cette étude poursuit deux objectifs. Premièrement, analyser et comparer les taux d'intégration au marché du travail des nouveaux immigrants diplômés de *toutes catégories* dans leurs cinq premières années au Canada et en Australie. Selon les recensements de 2001, les deux pays affichent sur ce plan un bilan presque identique. Parmi ces immigrants arrivés au Canada et en Australie de 1996 à 2001, respectivement 65 et 66 p. 100 avaient trouvé un emploi en 2001 (un emploi professionnel pour 30 et 31 p. 100 d'entre eux). Leur pays d'origine, leur âge, leur sexe et la demande par secteur ont eu une incidence décisive. Au Canada par exemple, ce sont les immigrants de l'Afrique du Sud, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, du Royaume-Uni, de l'Irlande, de l'Europe du Nord-Ouest et des États-Unis qui étaient les plus susceptibles d'avoir trouvé un emploi professionnel (tout comme en Australie). Cette probabilité de succès était beaucoup moindre pour les immigrants provenant d'ailleurs. Plusieurs nouveaux arrivants des Philippines, de l'Inde, du Vietnam et d'autres pays d'Asie du Sud et centrale n'avaient trouvé que des emplois peu spécialisés. Un problème réel vu l'importance de ces groupes parmi la nouvelle immigration économique.

L'étude vise ensuite à évaluer la situation d'emploi des immigrants *économiques* à la lumière du cycle économique semblable des deux pays. Or depuis quelques décennies, d'importants écarts sont apparus entre les deux systèmes de sélection. Le Canada a maintenu un modèle fondé sur le capital humain et accepté des demandeurs principaux aux aptitudes linguistiques limitées et aux qualifications et titres de compétences non reconnus dans des secteurs à faible demande.

À l'inverse, l'Australie, depuis 1999, a exclu les immigrants économiques qui auraient eu peu de chances de trouver un travail correspondant à leurs qualifications. En se basant sur des résultats de recherche, elle a étendu les tests de connaissances linguistiques, augmenté les exigences relatives aux titres de compétences et accordé des points de bonification aux professions en forte demande. La sélection fondée sur le capital humain avait révélé ses lacunes en retenant des demandeurs principaux dépourvus des aptitudes recherchées par les employeurs. Depuis, les anciens étudiants internationaux participent massivement au nouveau programme (52 p. 100 en 2005). En principe, ils ont financé leurs efforts pour satisfaire les employeurs australiens : jeunes et acculturés, ils possèdent une solide connaissance de l'anglais et des titres de compétences pleinement reconnus.

Dans quelle mesure ces nouveaux critères ont-ils amélioré la situation d'emploi en Australie par rapport au Canada, car même si les gouvernements élaborent les politiques d'immigration, ce sont les employeurs qui ont le pouvoir d'offrir ou de refuser du travail ? Les données disponibles révèlent que, depuis 10 ans, les immigrants économiques diplômés ont nettement mieux réussi en Australie. Ils sont plus nombreux à trouver rapidement du travail, à occuper des emplois professionnels ou de direction, à toucher des salaires élevés et tirer profit de leurs titres de compétences. Dans la foulée, un nombre record d'immigrants économiques ont évité les déplacements et la surqualification. Ces changements n'ont ni entravé ni perturbé les flux migratoires, le nombre d'immigrants économiques ayant augmenté de 77 800 en 2004-2005 à 102 500 en 2007-2008. On a aussi maintenu la diversité ethnique et raciale. Surtout, la situation d'emploi des immigrants traditionnellement désavantagés, y compris ceux d'Europe de l'Est, de l'Inde, des Philippines et de la Chine, s'est grandement améliorée. Et tout indique que cette réussite australienne est le fruit de l'intervention politique.

Au Canada, d'importantes initiatives sont en cours en vue d'améliorer la reconnaissance des titres de compétences, la transition vers l'immigration économique des anciens étudiants internationaux et des travailleurs temporaires, et de permettre l'expansion du Programme des candidats des provinces. Des investissements majeurs sont également consentis à l'élimination des obstacles rencontrés par les immigrants qualifiés, y compris en matière de cours de langues et de formation d'appoint. Autant de mesures éclairées à l'heure où de nombreux immigrants qualifiés risquent davantage que les cohortes précédentes de vivre de faibles revenus. L'enjeu de l'immigration économique restera donc très élevé dans l'actuelle économie du savoir, pour les premiers intéressés comme pour l'ensemble du pays.